

De Sadate à Moubarak

Ni les inégalités croissantes ni la progression des Frères musulmans ne semblent constituer une menace immédiate pour Moubarak. La seule inconnue est sa succession.

Tewfik Aclimandos

Le 28 septembre 1970, Gamal Abdel Nasser meurt. Il laisse un pays en guerre, après la perte du Sinaï en 1967, et une économie exsangue et confrontée à de terribles défis, dont la pression démographique. Le régime, dominé par des militaires, suit une idéologie et d'une ligne politique que l'on qualifiera de « socialisme national radical ». Fondé sur un parti unique, il dispose de quelques atouts : il est légitime, prestigieux, populaire, et a, dans une grande mesure, réussi à moderniser le pays, à le doter d'une base industrielle et d'un puissant appareil d'Etat, tout en consentant un important effort pour les couches les plus défavorisées. Enfin, il a, les trois dernières années, constitué une armée moderne.

Les apparatchiks du parti unique se réunissent pour nommer un successeur. Leur choix se porte sur Anouar El Sadate. Ce dernier a alors 51 ans. Il est un des derniers membres du comité fondateur de l'organisation des Officiers Libres (qui a fait la révolution de 1952) à être resté dans les cercles dirigeants – il est alors vice-président. Il a la réputation d'être corrompu et de ne pas avoir d'opinions politiques. On sait aussi qu'il est très croyant. On le croit faible et manipulable. Ceux qui le nomment pensent qu'ils vont continuer à diriger le pays derrière un « homme lige ».

L'erreur est grave. L'homme s'est, depuis quelques années, discrètement préparé pour sa nouvelle tâche. Il a été président de l'Assemblée nationale et celle-ci, comme le corps des officiers, compte en son sein de nombreux membres qui ne supportent plus, voire détestent, les options politiques nassériennes. L'évolution du régime, dans les années soixante, est allée vers une plus grande alliance avec l'URSS, un contrôle de plus en plus pesant des activités économiques, et une plus grande hostilité envers les classes dominantes. De surcroît, les emprisonnements sont à l'ordre du jour sous le régime, y compris dans ses propres rangs. Lourd, autoritaire, incompetent, il avait cru sa propre propagande et s'était lancé dans une série d'aventures désastreuses. La guerre du Yémen, (1962-67) et surtout la cinglante défaite de 1967 et la perte du Sinaï, infligées par Israël,

étaient les fruits amers d'une politique de grandeur dont le pays n'avait pas les moyens de subvenir. Ces personnes reprochaient aussi au régime ses efforts pour la libération de la femme et pour les défavorisés, qui bouleversaient un ordre traditionnel qui n'avait rien d'idyllique.

Depuis la guerre de 1967, officiers de l'armée et parlementaires issus du monde rural sont de plus en plus religieux et pratiquants, de plus en plus hostiles à l'URSS, dont ils perçoivent la faiblesse et à laquelle ils reprochent son athéisme agressif et sa tiédeur, de peur d'indisposer les Etats-Unis. Ils supportent mal la libéralisation (relative) des mœurs, le galimatias gauchiste et les restrictions économiques. Le *sadatisme* est la rencontre de cette sensibilité et d'un nouveau président. Celui-ci est un extraordinaire juge des hommes, un bon lecteur de l'opinion, un stratège talentueux, un manipulateur, un homme d'Etat ayant une vision claire du rapport des forces et de la scène internationale. L'envers de la médaille est une certaine paresse, un mépris pour les détails, une prédilection pour la brutalité et une série de « comptes à solder ».

Appuyé par le commandement de l'armée et par la majorité des députés, Sadate se débarrasse vite (mai 1971) des apparatchiks gauchistes qui l'ont nommé. La contestation des étudiants gauchistes (1972) sera réprimée. Il affirme ses convictions religieuses et se présente comme le « président croyant » (ce qui implique que son prédécesseur ne l'était pas). A l'intérieur, il multiplie les gestes d'apaisement envers les classes supérieures et appuie les acteurs politiques et sociaux qui oeuvrent pour une réislamisation de la société et qui s'efforcent de desserrer l'emprise de la gauche sur les universités. A l'extérieur, il multiplie les ouvertures à l'égard des USA pour tenter de négocier une restitution du Sinaï. L'expulsion des experts soviétiques en juillet 1972 est un geste de bonne volonté à l'intention des USA, de l'Arabie saoudite et des acteurs conservateurs de l'intérieur.

Washington feignant d'ignorer ce geste, se résigne à se préparer pour la guerre, qu'il veut limitée. Craignant un renversement d'alliance, l'Union Soviétique consent un important effort en matière de livraison d'armes. Le

Tewfik Aclimandos, docteur d'Etat en Sciences politiques. Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ). Le Caire.



Photo d'archive : le président égyptien, Anouar el Sadate, avec Hosni Mubarak, alors vice-président. Sadate fut assassiné en 1981. Depuis, son successeur Mubarak dirige le pays. / AFP/ GETTY IMAGES

6 octobre 1973, les armées égyptienne et syrienne attaquent Israël pour tenter de relancer le processus politique permettant de recouvrer les territoires. Les succès des premiers jours ne seront pas entièrement ternis par la suite, ce qui permet à Israël de retourner une situation initiale compromise : la traversée du Canal de Suez par l'armée égyptienne est un exploit impressionnant, qui va désormais légitimer le régime. Le processus diplomatique est lancé : il va permettre à Sadate de renverser ses alliances, de rejoindre le camp du « monde libre » et de recouvrer des territoires.

Fort de cette légitimité « victorieuse », Sadate peut prendre ses distances par rapport au legs nassérien. Une politique d'ouverture économique est lancée. Elle favorise l'émigration vers le Golfe pour approvisionner l'Égypte en pétrodollars. Quelques mesures sont supposées attirer les investissements, avec en sus une libéralisation des importations et un encouragement à la consommation. Par contre, le contrôle étatique sur l'économie demeure tatillon, la transition vers une économie de marché n'est pas réellement à l'ordre du jour, la politique monétaire demeure absurde. La hausse des prix est amortie par une subvention des denrées de première nécessité qui va être de plus en plus coûteuse, empêchant l'argent étatique d'être utilisé ailleurs. L'in-

frastructure (réseaux de transports, télécommunication, égouts, électricité) s'effondre, sous le poids des années, de l'incompétence et de la pression démographique. Seule une aide occidentale et arabe massive et quelques rentes (pétrole, tourisme, virement des expatriés, Canal de Suez) empêchent le pays de sombrer.

Un autre choix crucial est celui de favoriser l'islami-sation de la société et ceux qui y oeuvrent. Le régime les laisse agir (entre autres) à l'université. Les plus radicaux font preuve d'une grande brutalité à l'égard des gauchistes et de la minorité chrétienne. Les exactions à l'égard de cette dernière, dans certains gouvernorats du Sud, sont considérées comme un dommage collatéral regrettable mais peu important.

L'évolution de la composante copte de la population est dans l'ensemble négative : les élites de grands propriétaires ayant été brisées par Nasser, le clergé (obscurantiste) peut renforcer son emprise sur la communauté. L'entreprise de repli sur soi et de communautarisation est le « grand dessein » du nouveau patriarche Chénouda, même si elle est renforcée par l'agressivité des acteurs islamistes et par l'indifférence du régime.

Une tentative maladroite d'accélérer les réformes économiques provoque, dans la plupart des villes, les émeutes de janvier 1977, qui montrent à quel point le ré-

gime, du fait de l'accroissement des inégalités, a perdu le capital de popularité acquis en 1973. La police sombre sous les coups de boutoir de la population ; seule l'intervention de l'armée permet de rétablir la situation.

Sadate tente d'accélérer le processus diplomatique. Depuis 1975, la situation stagne : les accords de désengagement ont permis à l'Égypte de recouvrer une partie du Sinaï, en échange d'une renonciation à l'option militaire. Mais elle n'a guère plus de cartes à jouer.

Le président va lancer son va-tout et se rend à Jérusalem avec un rameau d'olivier (novembre 1977). Il s'adresse à l'opinion et aux dirigeants israéliens. Des négociations s'ensuivent, qui aboutissent aux accords de Camp David (1978) et au traité de paix égypto-israélien (1979). Leur essence est simple : rétrocession des territoires occupés contre normalisation des relations et désengagement militaire de l'Égypte. Rétrocession d'espace contre gain de temps et élimination de la menace d'une guerre sur deux fronts. L'accord, 30 ans plus tard, semble plus avantageux pour le camp arabe qu'il ne l'est réellement, l'État hébreu ayant mal exploité les ressources que ce dernier lui procurait.

Cet accord a des conséquences : l'Égypte est, pour une décennie, expulsée de la Ligue arabe (même si ses expatriés ne seront pas inquiétés). D'autre part, les alliances externes (USA) du régime s'avèrent incompatibles avec ses alliances internes (islamistes). L'opposition interne à l'accord est virulente. La contestation islamiste, survoltée par l'exemple de la révolution iranienne, monte en puissance. Le régime hésite entre la multiplication des concessions (islamisation des lois et de l'espace public) et le bâton. Il tente la première option, aggravant les relations déjà mauvaises avec le patriarcat copte. En septembre 1981, Sadate finit par opter pour la seconde et fait arrêter plus de 1 500 personnes, hommes politiques, hommes de religion musulmans et chrétiens, militants islamistes. Il démet le patriarche Chénouda, auquel l'activisme des coptes de la diaspora est reproché. Le 6 octobre, lors d'un défilé militaire commémorant la « victoire » de 1973, et quelques mois avant la restitution complète du Sinaï, Sadate est assassiné par des islamistes radicaux.

Le règne de Moubarak

Son vice-président Hosni Moubarak (53 ans) lui succède. L'ancien commandant de l'armée de l'air n'a pas la culture politique de Sadate. Son approche et son style sont différents : Sadate avait une conception claire du futur qu'il voulait, et une définition précise des « amis » et « ennemis » tant internes qu'externes. Moubarak n'a rien de cela. Par contre, il tente d'intégrer le maximum d'acteurs dans le jeu politique, d'aller aussi loin que possible dans l'ouverture sans compromettre les fondations de son pouvoir.

Ses objectifs sont nombreux : calmer le jeu politique à l'intérieur, réintégrer le camp arabe, prendre ses distances avec Israël sans compromettre la paix, moderniser les in-

frastructures du pays. N'ayant guère d'intérêt pour les querelles idéologiques ou pour les grands desseins, il n'a ni politique économique ambitieuse, ni politique culturelle cohérente. Son attitude est : « qui n'est pas contre moi est avec moi ». Ce refus de « politiser » et de dramatiser les antagonismes, qu'on lui reproche aujourd'hui, a été un formidable ballon d'oxygène dans les années quatre-vingts.

Il commence par libérer la plupart des personnes arrêtées par son prédécesseur. Plus tard, il laisse la justice rétablir Chénouda dans ses fonctions. Ses efforts pour réintégrer le monde arabe sont favorisés par la conjoncture, notamment par la guerre du Liban (1982) qui affaiblit l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), et par la guerre irako-iranienne, où l'Égypte aide le régime de Saddam Hussein. A la fin des années quatre-vingts, l'entreprise réussit. L'axe Le Caire-Bagdad explose peu après, quand Saddam envahit le Koweït, en août 1990. Le Caire rejoint la grande coalition internationale et se voit récompensé par une aide économique massive.

Malgré la restitution quasi complète du Sinaï en avril 1982, il réussit à prendre ses distances avec Israël, ce dernier refusant de rendre l'enclave de Taba et contestant le tracé des frontières. Il attendra un arrêt de la Cour internationale de justice pour s'exécuter.

À l'intérieur, la relative libéralisation (presse plus libre, disparition du harcèlement policier des partis d'opposition légaux) satisfait pendant 22 ans (jusqu'en 2004) ces derniers. Des espaces de liberté (les syndicats et unions professionnelles) sont tolérés. Ils sont vite contrôlés par l'organisation islamiste des Frères musulmans, illégale mais tolérée. En revanche, le régime est confronté à la violence des islamistes les plus radicaux, qui multiplient les exactions contre les chrétiens, et qui, dès 1992, tentent de le déstabiliser en multipliant les actes de terrorisme contre les touristes étrangers, source importante de devises. La répression féroce finira par porter ses fruits : les cadres islamistes sont soit tués, soit emprisonnés, soit exilés... Ces derniers participeront à la création d'Al Qaïda.

La politique économique tergiverse beaucoup. Des réformes sont introduites, mais elles sont longtemps trop timides pour prévenir toute explosion populaire semblable à celle de 1977. En 2002, sous l'impulsion du fils du président, Gamal, qui semble se préparer à la succession, elles s'accélérent et obtiennent des résultats, même si la répartition des fruits de la croissance est très insatisfaisante.

À l'heure qu'il est, le régime est plus solide qu'on ne le dit. Il n'est pas aimé, mais il a préservé le pays des soubresauts régionaux et on lui en sait gré. Il a réussi à se renouveler sans changer et à gérer la crise internationale. Ni les inégalités croissantes ni l'irrésistible progression des Frères musulmans, qui ont passé le cap des deux millions d'adhérents, ne semblent constituer une menace immédiate. Mais l'avenir est porteur de nuages et d'orages et personne ne sait comment s'effectuera la succession au long règne de Hosni Moubarak. ■